

LE DEVOIR

LIBRE DE PENSER

L'«austérité», projet politique bien réel

5 mars 2015 | Eric Martin - Professeur au Département de philosophie au cégep Édouard-Montpetit. Trésorier de la Nouvelle alliance pour la philosophie au collège (NAPAC) | Québec



Photo: Carlos Osorio Associated Press

L'austérité veut réduire la taille de l'État et des services publics au bénéfice du secteur privé.

Dans *Le Devoir* (« *Et le devoir critique des enseignants ?* », 2 mars 2015), Jean Laberge soutenait que présenter l'austérité comme le « saccage » des services publics est exagéré. L'auteur dit que certains pourraient plutôt y voir de la « sobriété » puisqu'on ne coupe « que » 3,6 % du budget du Québec. Qui a donc raison ? Le gouvernement ou ses critiques ? M. Laberge ne tranche pas explicitement, mais laisse l'impression que les critiques de l'austérité s'énerveraient, au fond, pour bien peu de choses. Pour lui répondre, il faut dépasser le simple affrontement perspectiviste des points de vue pour retracer schématiquement les origines théoriques et économiques du projet politique néolibéral qu'est l'austérité.

De Keynes à Hayek

Après la Deuxième Guerre, les gouvernements adoptent la théorie de Keynes : l'État doit assurer le plein emploi et la redistribution de la richesse. S'il y a une récession, il doit augmenter ses dépenses pour relancer la croissance et stabiliser l'économie : c'est ce qu'on appellerait du « capitalisme d'État ». Dans les années 1970, après des crises importantes, on remplace le keynésianisme par le néolibéralisme des Hayek et Friedman. Les néolibéraux donnent un nouveau rôle à l'État : non plus redistribuer la richesse, mais organiser des stratégies d'accumulation capitaliste misant sur l'individualisme concurrentiel, l'entrepreneuriat privé (véritable moteur de la croissance) et l'ouverture de nouveaux marchés. S'il y a encore des crises, ce

n'est que le signe que nous ne laissons pas encore assez « *la force des marchés s'exprimer* », comme l'a dit récemment le ministre Jacques Daoust.

En 2008, le capitalisme à bout de souffle entre en crise, notamment à cause de l'action du monde financier et de la crise immobilière aux États-Unis. Les gouvernements, redevenus keynésiens pendant quelques mois (le socialisme est bon tant qu'il sert les banques), renflouent alors les banques avec des milliers de trillions de fonds publics, ce qui cause une crise de la dette souveraine. Par contre, dès 2010, contre Keynes, et plutôt que de taxer le capital ou les nantis, on adopte des politiques d'austérité. Cela ne relance curieusement pas la croissance, mais aggrave au contraire la dépression économique et les inégalités sociales. Selon le Nobel d'économie Paul Krugman, c'est parce que l'austérité ne vise pas à relancer la croissance, mais à... réduire la taille de l'État.

Au Québec, le président du Conseil du Trésor, Martin Coiteux, disait en novembre 2014 que « *l'État doit se serrer la ceinture* » et affirmait sa volonté d'en réduire la taille afin de le transformer en « *un État du XXI^e siècle* ». Résultat : l'économiste Pierre Fortin relevait le 11 février dans *L'actualité* que « *le Québec est l'un des États qui mènent les politiques d'austérité les plus sévères parmi les pays riches* ». L'éducation supérieure est pour sa part victime de coupes de plus de 240 millions ; alors qu'il faudrait injecter dans les services, on coupe partout en région, etc.

Bref, l'austérité n'est pas une vue de l'esprit produite par des gens friands d'exagération. Il s'agit d'un projet politique bien réel voulant réduire la taille de l'État et des services publics au bénéfice du secteur privé. Or, il s'avère que ce sont les classes travailleuses et les pauvres qui utilisent davantage les services publics. Il s'agit donc d'un projet de classe correspondant aux intérêts des détenteurs de la richesse.

On ne voit donc pas en quoi les intellectuels se montrent « critiques » ou responsables ni en quoi ils aident la population s'ils se limitent à relativiser ou à banaliser ce projet politique en le réduisant à quelque jeu de miroirs sémantique. La phrase qui me vient à l'esprit n'est pas de Mill, mais de Marx, qui disait fort justement : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer.* » Nous pouvons continuer à entretenir la minorité possédante de l'*overclass* en érodant ce qu'il reste de commun, ou encore trouver une approche pour remplacer ce système capitaliste « croissantiste » qui, même lorsqu'il était gouverné par des keynésiens, reposait sur l'exploitation, l'inégalité et la destruction de la nature.